



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des forêts et de la faune SFF
Amt für Wald, Wild und Fischerei Walda

Route du Mont Carmel 1, Case postale 155
1762 Givisiez

T +41 26 305 23 43, F +41 26 305 23 36
www.fr.ch/sff, forêts@fr.ch

Directive 1101.1

Définition de la forêt et constatation de la nature forestière à proximité de la zone à bâtir

<input type="checkbox"/>	<i>Nouvelle directive</i>	Entrée en vigueur : 01.01.2017
<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Mise à jour des directives 7.2 du 15.11.2006 et 7.1 de novembre 1991</i>	
<i>Distribution :</i>	<input checked="" type="checkbox"/> <i>disponible sur répertoire commun du Service</i> <input type="checkbox"/> <i>disponible sur Internet</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>information par courriel à :</i> <ul style="list-style-type: none">- <i>arrondissements forestiers</i>- <i>Service des constructions et de l'aménagement du territoire</i>- <i>Registres fonciers</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>sur demande à :</i> <ul style="list-style-type: none">- <i>Chefs de secteurs du SFF</i>- <i>forestiers, gestionnaires d'entreprises et propriétaires forestiers</i>- <i>autres Services et instances concernées</i>	

1. Buts de la directive

La présente directive vise à compléter et préciser les prescriptions légales en matière de constatation de la nature forestière des biens-fonds. Elle s'adresse aux organes chargés de la mise en oeuvre des bases légales sous-mentionnées en vue de leur application ainsi qu'à toute personne prouvant un intérêt digne d'être protégé et demandant au canton de décider si un bien-fonds doit être considéré comme forêt ou non.

Cette directive se limite à la délimitation des forêts en limite de zone à bâtir. La procédure de délimitations des natures forestières hors zone à bâtir fera l'objet d'une autre directive.

Elle a notamment pour but d'explicitier la démarche à suivre pour formellement effectuer le constat de la nature forestière dans le cadre de l'édition ou de la révision des plans d'aménagement locaux (PAL) et des plans d'aménagement de détail (PAD).

La démarche décrite s'appliquera de manière similaire lorsqu'un constat de nature forestière est effectué sur requête d'un ayant droit.

2. Bases légales

- > Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo), Art. 10 et 13;
- > Ordonnance sur les forêts du 30 novembre 1992 (OFo), Art. 12 ;
- > Loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN), art. 3, 21-23 ;

- > Règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RFCN), art. 22 et 23 ;

3. Principe

Il existe deux cas dans lesquels un constat de nature forestière doit être fait :

- Quiconque prouve un intérêt digne d'être protégé peut demander au canton de décider si un bien-fonds doit être considéré comme forêt ou non (art. 13 al. 1 LFo) ;
- lors de l'édiction et de la révision des plans d'affectation une constatation de la nature forestière doit être ordonnée là où les zones à bâtir confinent et confineront à la forêt. (art. 13 al. 2 LFo).

La procédure ci-dessous présentée fait surtout référence au deuxième cas, mais elle s'applique de la même manière pour le premier.

4. Procédure

- Lors de l'établissement ou de la révision d'un plan d'aménagement local (PAL) ou d'un plan d'aménagement de détail (PAD), au stade de l'examen préalable (ou même à un stade antérieur, si cela est judicieux), il y a lieu d'examiner les secteurs de forêt à proximité (à une distance inférieure à 30 m) des limites des zones à bâtir ou bâties.

L'arrondissement forestier concerné doit signaler au plus tard dans son préavis d'examen préalable les secteurs qui doivent faire l'objet d'une constatation de nature forestière. Cela s'applique aux zones à bâtir et aux zones déjà bâties. Il doit également indiquer les démarches que la commune doit entreprendre pour l'établissement du constat officiel de forêt.

La commune (exceptionnellement le requérant pour les cas particuliers) doit mandater un bureau de géomètre pour effectuer le levé de forêt en étroite collaboration avec l'arrondissement forestier.

Après avoir reçu le mandat de la part du requérant, le géomètre breveté mandaté pour ces travaux (ci-après : le géomètre) prend contact avec l'arrondissement en vue d'effectuer la délimitation dans le terrain.

Le ou les propriétaires concerné(s) sont informé(s) par le requérant de la procédure. Selon les circonstances du cas d'espèce, cette information se fera individuellement ou de façon simplifiée, en particulier lorsqu'il y a un nombre important de parties potentielles.

- Le levé de forêt s'effectue sous la responsabilité de l'arrondissement forestier qui fixe la limite de forêt dans le terrain selon les articles 2 LFo et 3 LFCN (cf. ci-dessous). Le géomètre relève ensuite cette limite.

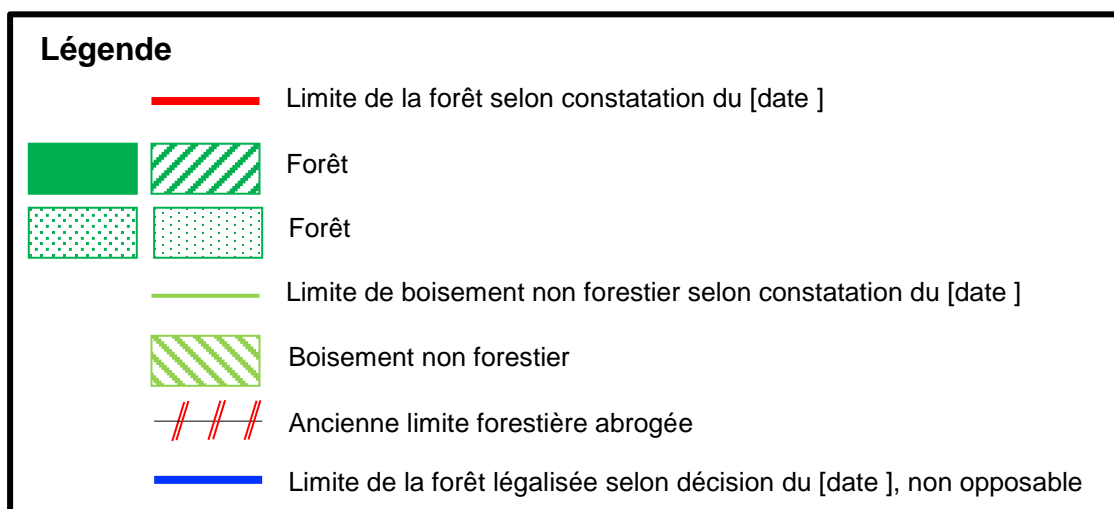
Pour les dossiers complexes et en cas de doute, l'arrondissement forestier consulte la centrale du SFF, secteur conservation des forêts et aménagement du territoire.

- Une fois le levé effectué, le géomètre établit un plan de constatation de la nature forestière (échelles possibles : 1:500, 1:1000 ou 1:2000, en fonction de l'ampleur du constat) qu'il transmet à l'arrondissement forestier pour vérification. Lorsqu'une constatation contient plusieurs plans, ceux-ci doivent avoir la même échelle et la même date. Des couleurs et graphismes identiques doivent être utilisées. Les coordonnées géographiques de tous les points relevés et les noms des lieux-dits des secteurs concernés doivent également y figurer.
- La constatation de la nature forestière d'un bien-fonds doit comprendre toutes les lisières situées jusqu'à 20 mètres de la zone constructible.



Les plans et la légende correspondante doivent clairement indiquer les éléments suivants :

- Les nouvelles limites de la forêt selon la constatation effectuée sur le terrain, en ligne continue et en rouge, épaisseur 1 mm. La surface forestière ainsi délimitée doit être colorée en vert foncé (évtl. trame par hachure ou point).
- Les abrogations éventuelles d'anciennes limites forestières dans le secteur faisant l'objet de la constatation, sous forme de deux traits parallèles en couleur rouge, épaisseur 0.2 à 0.5 mm, et placés obliquement sur l'ancienne limite.
- Le cas échéant resp. afin de bien distinguer les surfaces forestières constatées des haies, les limites des haies et/ou bosquets dans les secteurs concernés, en ligne continue et en vert clair, épaisseur 0.2 à 0.5 mm. La surface de la haie ou du bosquet ainsi délimité doit être colorée en vert clair sous forme hachurée (sens opposé à celui illustrant la forêt, cas échéant).
- Le cas échéant resp. afin de bien distinguer le nouveau constat d'un ancien ayant déjà été l'objet d'une décision, dans le même secteur, les anciennes limites légalisées en ligne continue et en bleu, épaisseur 1 mm. La date de la décision doit également être indiquée sur le plan.



- L'arrondissement forestier effectue les vérifications et communique le résultat au géomètre.
- Le géomètre établit les plans définitifs et en transmet 7 (8 pour les cas où des particuliers auraient demandé de procéder à un constat de la nature forestière) exemplaires à l'arrondissement forestier.
- Lorsque qu'un territoire communal est composé de plus de 2 plans de constatation de la nature forestière, une vue d'ensemble à une plus petite échelle est fournie comprenant une numérotation des différents plans.
- Ces plans sont visés par le chef de l'arrondissement forestier et transmis à la Centrale du SFF pour mise à l'enquête publique pendant 30 jours au bureau communal et à la Préfecture du district.
- Les éventuelles oppositions aux plans de constatation de la nature forestière sont adressées à la centrale du SFF qui transmet le dossier entier à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) pour suite. Sauf cas particulier, la DIAF convoque les opposants, le chef de l'arrondissement forestier concerné, et cas échéant le/la juriste du SFF et/ou le responsable du dossier à la centrale du SFF à une séance de conciliation. Le résultat

des pourparlers est consigné dans un procès-verbal adressé à chaque opposant ou opposante qui dispose alors d'un délai de dix jours pour se positionner sur son contenu.

- Le responsable du dossier à la centrale du SFF établit le projet de décision de constatation de la nature forestière et le transmet à la DIAF pour signature.
- La décision est communiquée par la centrale du SFF (une copie de la décision au requérant dans les cas où un particulier aurait demandé de procéder au constat de la nature forestière, avec un exemplaire original du dossier d'enquête), à la commune du lieu du constat (une copie de la décision et un exemplaire original du dossier d'enquête), à l'arrondissement forestier (une copie de la décision et un exemplaire original du dossier d'enquête), au SeCA (une copie de la décision et deux exemplaires originaux du dossier d'enquête), au géomètre (une copie de la décision et deux exemplaires originaux du dossier d'enquête) et au service comptabilité du SFF (une copie de la décision).
- A l'échéance du délai de recours et après avoir reçu du service forestier la décision originale attestée « définitive et exécutoire », le géomètre procède à la mise à jour des documents cadastraux conformément à l'art. 22 al. 3 RFCN. A cette fin, il établit un verbal technique à l'attention du RF. Dit verbal contient le dossier de mise à l'enquête, la décision DIAF entrée en force et la réquisition d'inscription de la mention « limite de nature forestière légalisée selon décision du... ». Il mentionne que les frais d'établissement du verbal et d'inscription de la mise à jour au RF sont à charge de la commune requérante. Sur le document technique, les points levés et leurs coordonnées devront apparaître. Le verbal est signé par le géomètre.
- Le verbal et les géodonnées (au format DXF – polyligne) sont livrés au chef de l'arrondissement forestier responsable. Le chef de l'arrondissement forestier a alors la responsabilité de :
 - contresigner le verbal, pour le compte du SFF, afin de requérir, en conformité à l'art. 53 al. 2 let. a ORF, l'inscription de la mention « limite de nature forestière légalisée selon décision du ... » au RF ;
 - transmettre les géodonnées au secteur « Conservation et aménagement du territoire » du SFF en vue de la mise à jour du Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (CRDPPF).
- Le verbal est déposé au RF par le géomètre. A l'instar de ce qui se pratique pour l'inscription de la mention « nouvelle mensuration en cours », deux exemplaires supplémentaires de la réquisition de la dernière page du verbal sont établis (comme l'exemple de la page annexée). Il est ainsi demandé au RF de retourner les attestations au géomètre, à charge pour lui de distribuer les exemplaires aux destinataires (géomètre et arrondissement forestier).

Une fois le verbal accepté, la mention est inscrite au RF et les plans sont mis à jour. La mention doit être inscrite sur le/les bien-fonds de nature forestière et sur le/les bien-fonds situé/s en zone à bâtir.

Les limites ainsi arrêtées ont force de choses jugées ; l'extension ultérieure n'est plus considérée comme forêt. Les arbres en dehors de ces limites ne sont plus soumis à la législation sur la forêt.

5. Coordination et Intégration de la décision de constatation de la nature forestière dans le PAL

La décision de constatation de nature forestière de la DIAF doit être approuvée et entrer en vigueur pour que la DAEC puisse approuver l'édiction ou de la révision des (PAL) et des (PAD).

Les décisions de constatation de la nature forestière sont intégrées au PAL et au(x) PAD des communes. Les limites forestières légalisées doivent clairement apparaître sur les plans, notamment sur le plan d'affectation des zones (PAZ). La date des décisions doit figurer sur le PAZ (p.ex. à l'aide d'une pastille).

6. Abornement

En règle générale, la limite de forêt légalisée n'est pas bornée lors de l'établissement du PAL mais elle doit l'être lorsque la zone à bâtir est parcellisée conformément à l'art. 23 RFCN. Dans les cas où la conservation des forêts serait mise en danger, le SFF peut ordonner l'abornement de la limite forestière aux frais de la personne à l'origine du litige.

7. Définition de la forêt

Art. 2 LFo (extrait) : Définition de la forêt

¹ *Par forêt on entend toutes les surfaces couvertes d'arbres ou d'arbustes forestiers à même d'exercer des fonctions forestières. Leur origine, leur mode d'exploitation et la mention au registre foncier ne sont pas pertinents.*

² *Sont assimilés aux forêts:*

- a. *les forêts pâturées, les pâturages boisés, les peuplements de noyers et de châtaigniers;*
- b. *les surfaces non boisées ou improductives d'un bien-fonds forestier, telles que les vides ou les surfaces occupées par des routes forestières ou d'autres constructions ou installations forestières;*
- c. *les biens-fonds faisant l'objet d'une obligation de reboiser.*

³ *Ne sont pas considérés comme forêts les groupes d'arbres ou d'arbustes isolés, les haies, les allées, les jardins, les parcs et les espaces verts, les cultures d'arbres en terrain nu destinées à une exploitation à court terme ainsi que les buissons et les arbres situés sur ou à proximité immédiate des installations de barrage.*

Conformément à l'OFo, l'art. 3 LFCN complète cette définition en précisant les valeurs requises pour qu'une surface boisée soit reconnue comme forêt.

7.1. Critères quantitatifs pour définir la nature forestière d'un bien-fonds selon la LFCN

En application de l'art. 3 LFCN, un boisement est donc reconnu comme forêt si

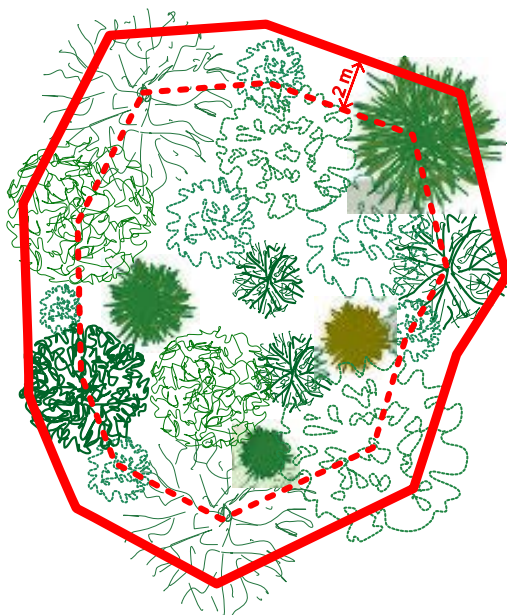
- Sa **surface minimale** est de **800 m²** ;
- sa **largeur minimale** est de **12 m** (y compris 2 m de lisière ; cf. ci-après) ;
- son **âge minimal** est de **20 ans**.

Le constat doit s'appuyer sur des éléments de faits, sans procéder à une pondération des intérêts publics ou privés en présence. Les éléments déterminants pour l'appréciation sont la végétation effective et ses fonctions (cf. aussi chapitre 7.2 ci-après) au moment de la décision, pour autant que le peuplement n'ait pas été éliminé illégalement.

A noter que l'origine et la dénomination au registre foncier ne sont pas pertinentes ; la forêt est protégée en tant que partie intégrante à la fois du paysage et de la nature. La valeur de plusieurs petits boisements doit s'apprécier globalement sans s'arrêter à la signification de chacun d'eux, considérés isolément (cf. notion de pâturage boisé, p.ex.).

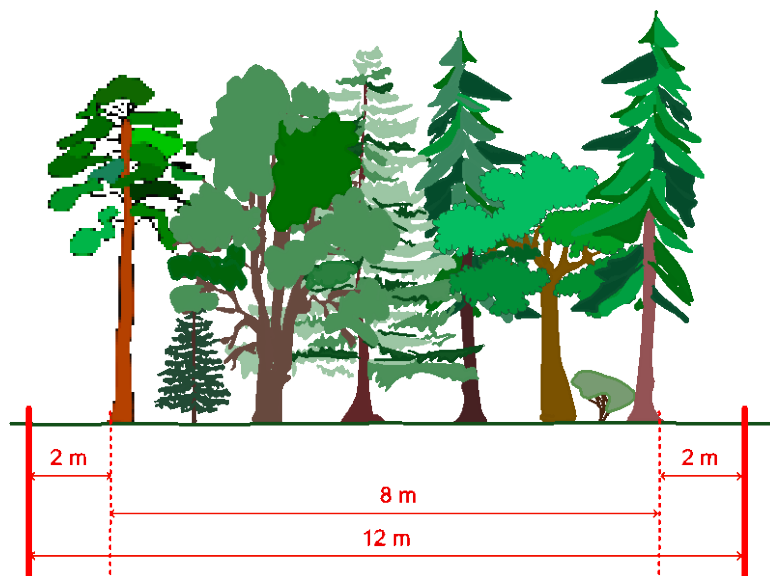
Surface minimale

800 m² au minimum, y compris lisière de 2 m (largeur de la lisière : cf. ci-dessous)



Largeur minimale

12 m au minimum, y compris les lisières



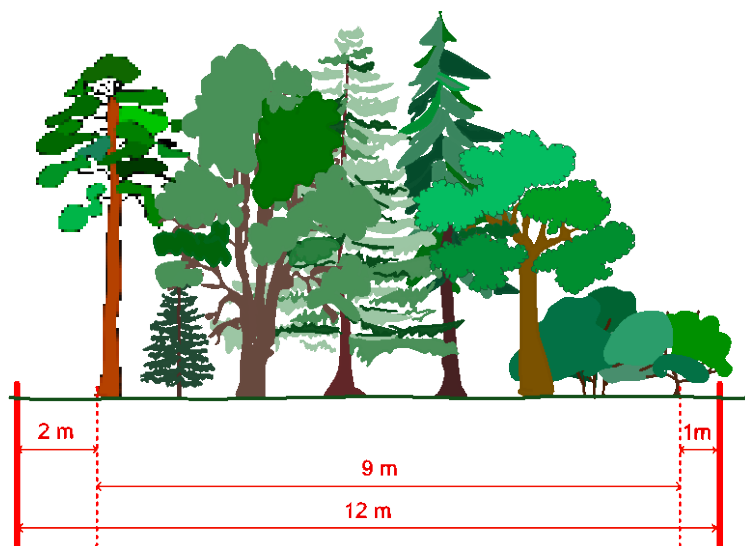
7.2. Limite de la forêt

Remarque préliminaire importante : Les lisières ont une importance primordiale pour le maintien de la biodiversité. Une rectification des lisières opérée lors de la détermination de la limite forestière n'est en principe pas acceptable.

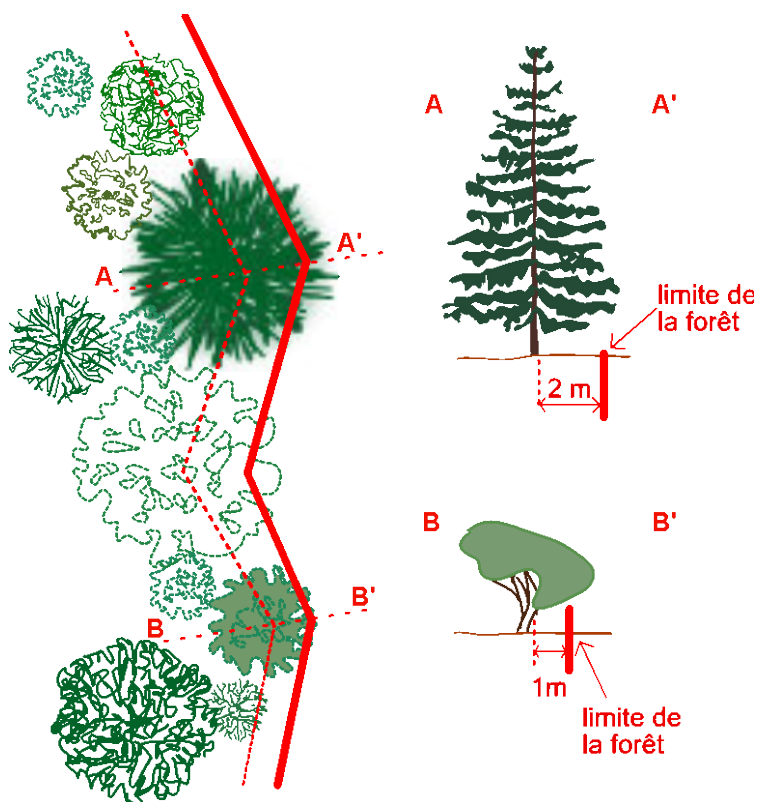
7.2.1 Règle générale

La limite de la forêt se situe au moins à 2 mètres de la face extérieure du tronc des arbres (resp. des souches) de bordure (cf. esquisse 1 ci-après, coupe A-A').

Lorsque des arbustes ou arbrisseaux forment la bordure, la limite de la forêt se situe au moins à 1 mètre à l'extérieur du pied des arbustes ou arbrisseaux (esquisse 1, coupe B-B').



Esquisse 1

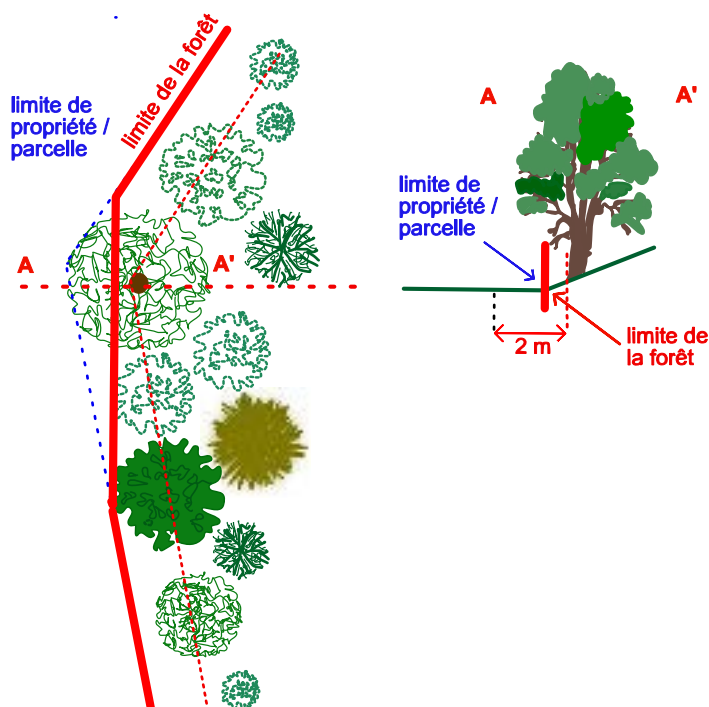


7.2.2 Réduction de la lisière

En règle générale, si une limite marquante (limite de propriété, chemin, mur, etc.) se situe dans la frange des 2 mètres (resp. 1 mètre, pour les arbustes ou arbrisseaux), la limite de la forêt coïncide avec cette limite (esquisse 2). Une exception est ainsi faite au principe selon lequel une rectification des lisières opérée lors de la détermination de la limite forestière n'est en principe pas acceptable.

En cas de remaniement parcellaire, la limite de la forêt est définie indépendamment des limites de propriété.

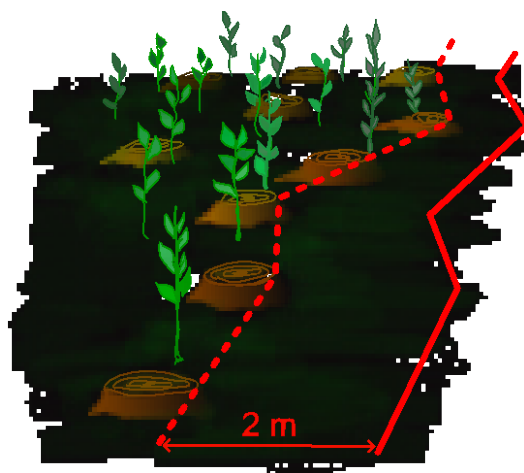
Esquisse 2



7.2.3 Reconstitution de lisières et plantations

Lors de reconstitution de lisières de forêts, les arbres de futaie doivent être plantés dans l'axe des souches existantes (esquisse 3). Les arbustes ou arbrisseaux ne peuvent être plantés à plus d'un mètre à l'extérieur des souches des arbres de futaie.

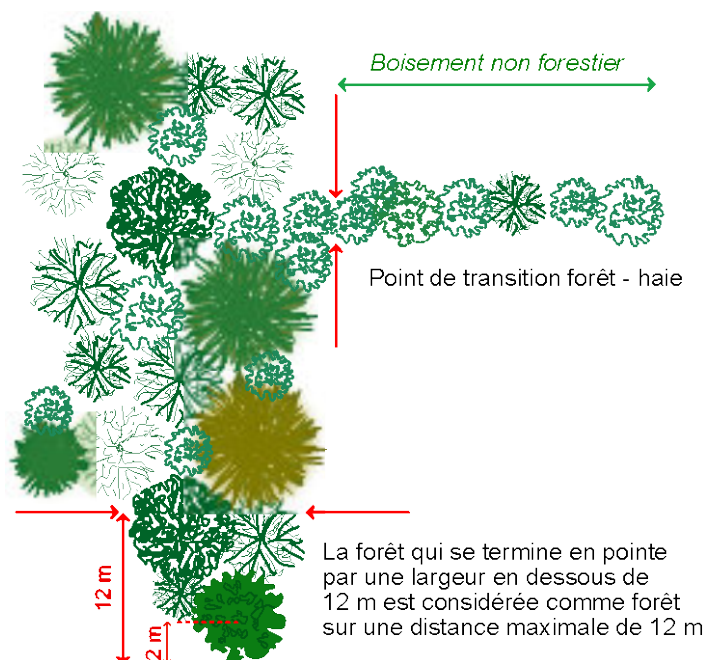
Esquisse 3



7.2.4 Bandes boisées

Les bandes boisées ou langues de forêt de largeur inférieure à 12 m, rattachées à un massif forestier, sont forêt, si elles forment un ensemble avec un massif forestier ou remplissent une fonction particulière sociale et/ou protectrice (esquisse 4 ci-après).

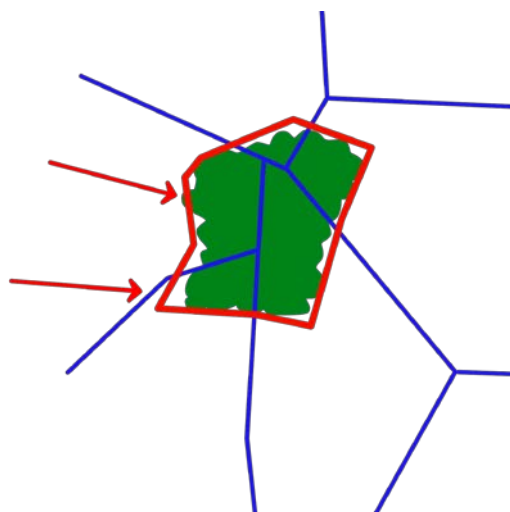
Esquisse 4



7.2.5 Conditions de propriété

Un massif de forêt doit être déterminé indépendamment des limites de propriété dans toute son extension comme une unité de boisement (esquisse 5). L'unité de boisement est déterminante pour la délimitation de la surface forestière.

Esquisse 5



7.3. Boisements - Plantations

Boisements subventionnés

Les nouveaux boisements subventionnés par des contributions publiques sont soumis au régime forestier dès leur installation (semis, plantations). Ils ne peuvent pas être considérés après coup comme reboisement de compensation.

Boisements non subventionnés

Les nouveaux boisements existants (boisements naturels ou plantations) qui correspondent aux critères juridiques de la définition de la forêt deviennent forêt, indépendamment du fait qu'ils se soient installés avec ou sans la volonté du propriétaire.

Les critères pour les boisements naturels selon le présent chapitre sont applicables aux plantations effectuées sans obligations légales et sans subventions publiques.

7.3.1 Boisements naturels

Une surface anciennement non forestière et actuellement colonisée d'arbres ou d'arbustes forestiers devient forêt selon :

- le degré de couverture du peuplement ;
- l'âge du peuplement dominant ;
- la surface du peuplement.¹

Degré de couverture du peuplement

Lorsque le degré de couverture du peuplement est supérieur à 50 %, la surface est forestière.

Lorsque celui-ci est inférieur à 30 % la surface est en principe non forestière. Lorsque le degré de couverture se trouve entre 30 et 50%, la qualité des fonctions et le type de la végétation (y.c. végétaux ligneux) sont déterminants pour la définition de la forêt.

Le cas particulier du pâturage boisé est traité dans le chapitre 7.3.3 « Boisements forestiers particuliers » ci-dessous.

Age du peuplement dominant

Un boisement d'arbres et d'arbustes forestiers appartient à l'aire forestière au plus tard si l'âge du peuplement dominant est de 20 ans.

La qualité des fonctions (cf. ci-après) est déterminante pour les boisements entre 10 et 20 ans.

Une plantation d'arbres de Noël qui n'est plus cultivée comme telle devient forêt de la même manière qu'un boisement naturel.

Surface du peuplement

Lorsque la surface du peuplement est supérieure à 800 m², la surface est forestière.

7.3.2 Surface faisant l'objet d'une obligation légale de boisement

Une surface faisant l'objet d'une obligation légale de boisement relève du régime forestier dès l'entrée en vigueur de l'obligation.

¹ Sous réserve de la délimitation statique de la forêt sur l'ensemble du territoire cantonal.

7.3.3 Boisements forestiers particuliers

Taillis, forêts buissonnantes, peuplements de pins rampants et d'aulnes

Ces peuplements sont assimilés à la forêt. Les couloirs à avalanches boisés d'aulnes et de pins rampants font partie intégrante du domaine forestier.

Pâturages boisés

Un pâturage boisé est une surface soumise de façon durable à une économie mixte alliant l'exploitation agricole du pâturage à la production forestière de bois. Le pâturage boisé est soumis au régime forestier dans le but de garantir cette utilisation mixte sur l'ensemble du périmètre avec possibilité de modification locale de la répartition et de la densité des boisements (art. 24 al. 2 OFo). Le taux de boisement doit rester inchangé sur l'ensemble de la surface définie comme pâturage boisé.

Le périmètre du pâturage boisé n'est pas délimité en fonction du boisement existant mais comme unité du paysage et de gestion. La délimitation d'un pâturage boisé se fait en étroite collaboration avec le SAgri.

Les prescriptions forestières seront appliquées pour autant que cela soit nécessaire en vue de garantir le maintien de l'utilisation mixte du sol appliqué jusqu'à ce jour.

Le pâturage avec arbres isolés sans utilisation forestière durable n'est pas soumis à la législation forestière.

Boisements riverains

Les boisements riverains ont une fonction particulière sur le plan écologique et paysager. C'est pourquoi une attention particulière doit être donnée à l'appréciation de la qualité des fonctions.

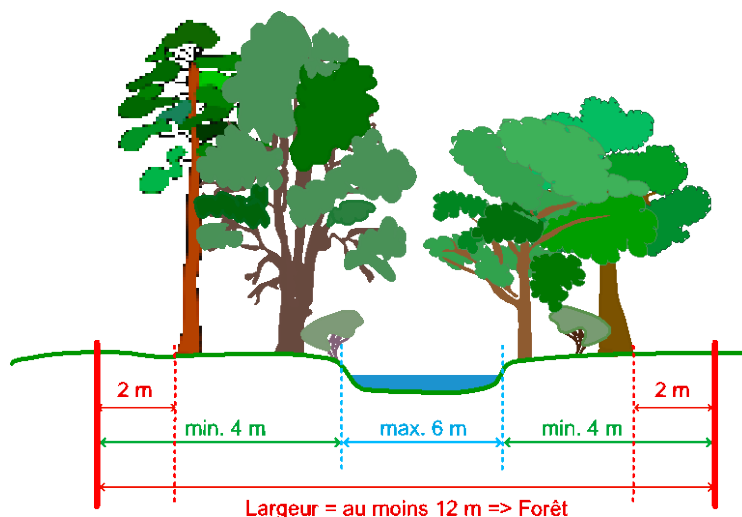
Cas où l'on doit considérer les deux rives ensemble (cas où « les couronnes se touchent »)

Critères cumulatifs :

1. **La largeur du cours d'eau n'excède pas 6 m** : mesurée selon le lit majeur dans le terrain ou selon la largeur « eau » de la MO couverture du sol si existante.
2. **Les deux rives boisées ont au moins 2 rangées d'arbres chacune** : observées depuis le bord du lit majeur, ou mesurée sur les plans avec une largeur minimale de 4 m
3. **Les autres critères classiques (âge, sol, fonctions, surface minimales) sont remplis**

Dans tous les autres cas, les rives doivent être considérées séparément. Il leur faut donc au minimum 12 mètres de large pour être considérées comme forêt.

Il arrive qu'une rive soit considérée comme forêt et l'autre comme haie, soit parce que le cours d'eau mesure plus de 6 m de large, soit qu'une des rives n'ait qu'une rangée d'arbres.

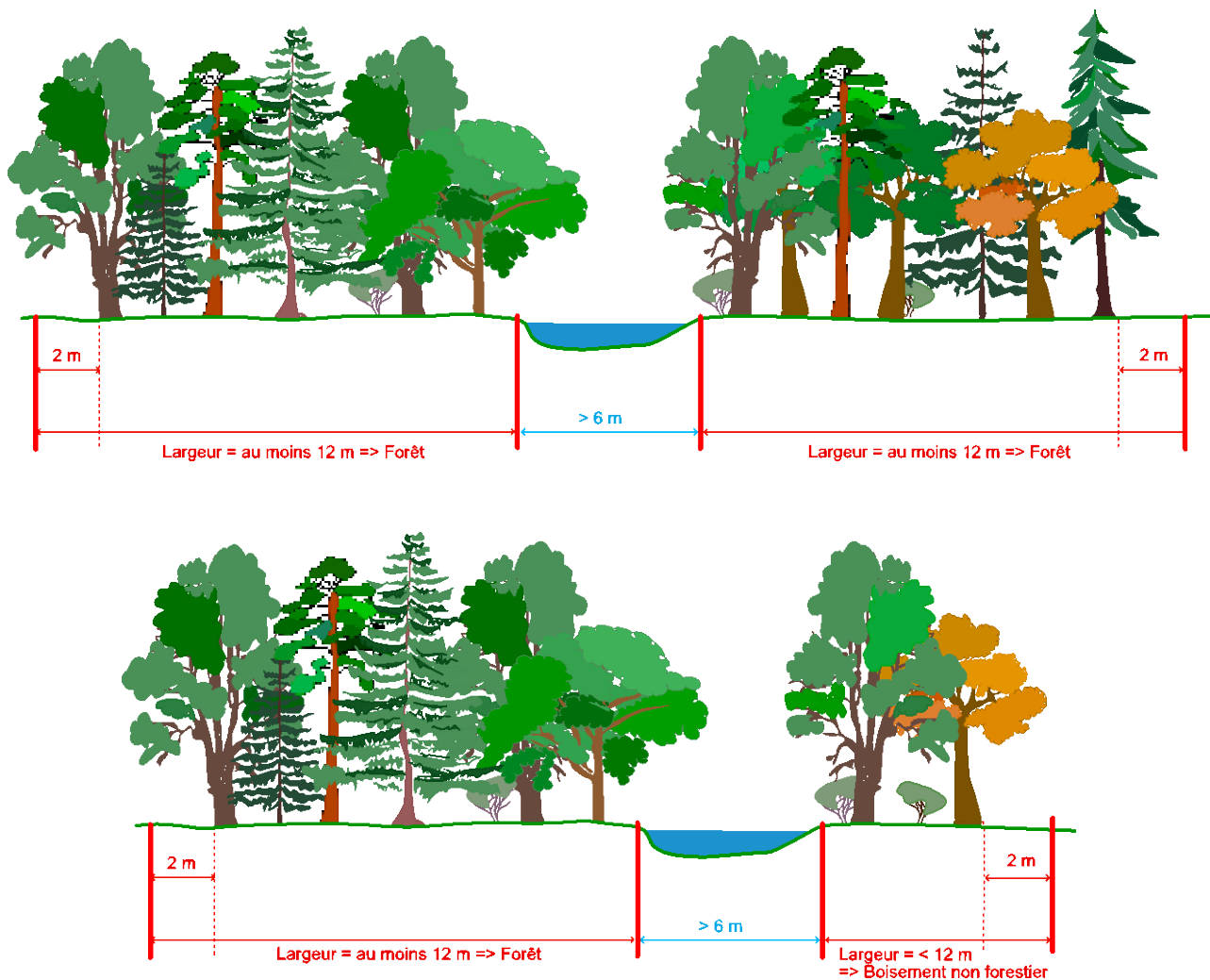


Cas où l'on doit considérer les deux rives séparément (cas où « les couronnes ne se touchent pas »)

Critères également cumulatifs :

1. **La largeur du cours d'eau excède 6 m** : mesurée selon le lit majeur dans le terrain ou selon la largeur « eau » de la MO couverture du sol si existante.
2. **Les deux rives boisées sont au moins 12 m de large** : observées depuis le bord du lit majeur, ou mesurée sur les plans
3. **Les autres critères classiques (âge, sol, fonctions, surface minimales) sont remplis**

Dans de tels cas, l'appréciation se fait donc pour chaque rive indépendamment.



Les boisements constitués généralement d'arbres et buissons pionniers situés dans le lit majeur d'un cours d'eau ou qui sont régulièrement inondés avec des sols bruts ne sont pas considérés comme forêt.

Surfaces non boisées en forêt

Surfaces momentanément dénudées

Les surfaces dénudées, anciennement boisées, à l'intérieur de l'aire forestière, sont soumises au régime forestier quelle que soit leur étendue et indépendamment des causes du déboisement (.p.ex. couloirs d'avalanches, clairières, coupes forcées, décharges, etc.).

Surfaces improductives

Les surfaces improductives d'un bien-fonds forestier sont en principe assimilées à la forêt (p.ex. marais, rochers, etc.).

Vides en forêt

Par vide en forêt, on entend toute surface non boisée, non cultivée et non boisée qui est soit enclavée en forêt, soit entourée de forêt de plusieurs côtés.

Les vides en forêt sont soumis au régime forestier².

Constructions forestières

Le sol des constructions forestières érigées dans le sens de l'art. 25 al. 2 OFo en accord avec les instances forestières reste forêt.

Défrichements illégaux

Tout défrichement doit faire l'objet d'une procédure légale avec autorisation. Les défrichements et déboisements illégaux sont dénoncés auprès du ministère public, le sol reste forestier. Le SFF doit exiger à une remise en l'état légal dans les meilleurs délais mais au plus tard une année après la constatation du défrichement/déboisement.

7.4. Critères qualitatifs

Dans l'appréciation de la nature forestière d'une surface, la qualité des fonctions économiques, protectrices et sociales peut s'avérer très importante (art. 2 al. 4 LFo et 1 al. 2 OFo). On ne peut nier la qualité de forêt d'un peuplement du simple fait que les seuils quantitatifs ne sont pas atteints. En effet, si le boisement exerce une fonction sociale ou protectrice particulièrement importante, les critères quantitatifs cantonaux ne sont plus pertinents. Dans de tels cas, les critères qualitatifs priment sur les critères quantitatifs.

Fonction économique particulièrement importante

- La matière première que représente le bois est d'une valeur exceptionnelle.

Fonctions protectrice particulièrement importante

- Défense contre les dangers naturels, avalanches, érosion, glissement de terrain, érosion, chutes de pierres.

Fonction sociale particulièrement importante

- Possibilités de délasserment très importantes pour la population (locale) ;

² Ces vides étant particulièrement précieux pour la diversité biologique et la fonction de délasserment, ils doivent faire l'objet d'une attention particulière lors de l'exploitation de ces surfaces. Malgré le fait que ces vides sont soumis au régime forestier, il conviendra de lutter contre leur reboisement.

Fonctions écologiques particulièrement importantes

- Biotope représentant des conditions essentielles à la diversité biologique ;
- Valeur paysagère très importante, structuration du paysage ;
- Protection particulière des eaux souterraines (sources, nappes phréatiques) ;
- Protection particulière de l'environnement (sites pollués, protection visuelle, protection contre les nuisances acoustiques, olfactives, poussières, etc.).

Sig. Dominique Schaller
Chef de service

Annexe

—

Exemple de réquisition

Communication

—

SeCA
DIAF

REQUISITION

Conformément à l'article 52 al. 2 let. a de l'Ordonnance du 23 septembre 2011 sur le registre foncier (ORF ; RS 211.432.1), le chef d'arrondissement forestier soussigné requiert, pour le compte du Service des forêts et de la faune (SFF), conformément à la Décision du de la Direction des Institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), l'inscription de la mention

"limite de nature forestière légalisée "

sur chacun des immeubles suivants : de la commune de

Fribourg, le

Timbre et signature du chef

d'arrondissement forestier

Attestation du registre foncier

La Conservatrice / le Conservateur du registre foncier du district de la atteste que l'inscription de la mention a bien été faite sur le(s) immeuble(s) désignés ci-dessus.

Lieu....., le 20.....

Original RF /
Copie géomètre /
Copie arrondissement forestier en charge du constat